

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Arrêtez de « suicider » le PS :
démocratie, écoutons les
électeurs de gauche, halte à
l'austérité, à la saignée des 50
milliards, aux 35 milliards de
cadeaux aux patrons !**

date de mise en ligne : lundi 31 mars 2014

- Politique - Municipales 2014 -

Démocratie & Socialisme

Dans le mur ! 155 villes de plus de 9 000 habitants perdues par la gauche pour l'UMP. Le FN obtient 11 villes sur 36 000. Oh, la droite ne fait pas un raz de marée, non. La droite ne gagne quasiment pas de voix en chiffres absolus. Mais elle gagne très largement en pourcentage, parce que c'est la gauche qui s'effondre en abstention-sanction.

Le peuple de gauche n'a pas glissé à droite, Les Verts et le FdG n'ont pas reculé, c'est le PS seul qui a perdu. Ses électeurs disent au Parti socialiste : « stop » ! Stoppe ta politique qui ne donne rien aux salariés, mais tout au patronat, qui instaure l'austérité pour plaire aux libéraux intégristes de Bruxelles, qui laisse le chômage augmenter, la misère s'accroître, les inégalités se creuser. La gauche n'a pas été élue pour ça en mai juin 2012.

Or qu'ose-t-on nous répondre ?

Mardi 25 mars, Michel Sapin, ministre, a estimé que « *l'important, c'est de ne pas lâcher l'objectif qui est de faire diminuer le déficit de la France. Ça, ça ne changera pas.* ». Pire : ils ont été nombreux parmi les dirigeants socialistes, à le redire aveuglément : « *On ne change pas de cap* ». Pierre Moscovici a atteint le sommet : « *Cette défaite, c'est le prix du courage des réformes que nous avons entreprises* » (sic) Harlem Désir : « *Il y a une demande de résultat, sur l'emploi surtout. Les Français attendent que nous mettions en application notre politique. Le pacte de responsabilité doit entrer en application* ».

Dire ça, c'est comme un défi, comme une expression de mépris lancée au visage de millions de nos électeurs.

Comme s'ils voulaient se suicider. Nous suicider. Parce que leur prétendu « cap » ils ne l'atteindront jamais. Par contre, ils perdront tout : après les villes, on perdra les européennes, on perdra le Sénat, on perdra les régions, on perdra l'Assemblée, on perdra la Présidence.

Ce n'est pas la faute aux maires, aux députés, aux élus, aux militants ni au Parti socialiste, mais seulement et entièrement à la politique d'austérité conduite depuis 20 mois !

Pourquoi ce suicide obstiné et désespérant ? Quelle arrogance ont ces « technos », ces « loin du peuple » qui gardent les yeux fixés sur les taux d'intérêt pas sur les besoins des citoyens ?

Quelle vanité chez ceux qui se croient autorisés à faire le malheur du peuple contre le peuple ? Pourquoi foulent-ils la démocratie aux pieds ? Ont-ils une quelconque suprématie intellectuelle, une supériorité d'expertise technique, économique ? Non car leur politique échoue à 100%, ils sont incapables de faire reculer le chômage sur lequel ils ne cessent de blablater... En remboursant la dette, ils augmentent la dette. Ils arrosent la rivière en asséchant le jardin. Ils jettent des steaks aux requins de la finance qu'ils retirent de la bouche de nos concitoyens.

La grande question est : pourquoi ? Pourquoi sacrifier nos allocations familiales et donner 35 milliards au Medef, pour rien ?

Car on sait que c'est pour rien, depuis des décennies cela a été prouvé... Mais ils continuent à prendre aux pauvres de l'argent public pour donner aux riches en prétendant que ceux ci vont redonner aux pauvres, ce qu'ils ne font jamais, bien sûr...

Pourquoi sacrifier notre économie, nos emplois, nos services publics, baisser l'intervention de l'État de 50 milliards dans les trois ans à venir ?

Le seul résultat est une saignée dans les trois budgets, celui de l'État, celui des collectivités territoriales, celui de la protection sociale... et ça sert à remplir les caisses « fiscalement optimisées » des paradis fiscaux, grâce aux dividendes.

Comment ne pas le voir : payer en priorité les intérêts d'une dette qu'on ne remboursera jamais, ça fait monter la dette de 85,9 à 94, 3 % du Pib, comme c'est le cas depuis que la gauche a gagné les élections de mai juin 2012 ?

La priorité à la réduction des déficits ? Elle ne marche pas, elle détruit.

Elle coule la France, nous plonge dans la récession, accroît les inégalités, augmente le chômage, alimente la misère. Alors que les quatre banques françaises possèdent 400 % de notre Pib, pourquoi transférer ce que gagnent les travailleurs à ces exploiters qui continuent de les dilapider dans l'économie casino, les caves à subprimes, les hedge fund et autres produits dérivés insensés ?

Et pourquoi en faisant augmenter cette dette indigne sous prétexte de rembourser ses intérêts artificiels, nous soumettre à des objectifs anti sociaux, anti économiques, anti emploi de banques privées, de lobbies privés, dont la seule vocation est de piller le travail de dizaines de millions de nos concitoyens salariés ?

Pourquoi ne pas lutter contre la fraude fiscale, pourquoi ne pas imposer les familles richissimes et les multinationales qui siphonnent notre travail ? Pourquoi ne pas traquer les 600 milliards d'avoirs français détournés dans des paradis fiscaux, pourquoi laisser nos richesses se concentrer entre les mains de 1 % de nos concitoyens, et appauvrir les autres ?

Nous avons été élus pour le contraire de cette politique d'austérité, nous avons été élus pour corriger cette horreur économique que Sarkozy, l'UMP et le Medef, imposaient au pays.

La démocratie c'est respecter les électeurs, les citoyens, les salariés qui produisent les richesses, le peuple qui est le socle de la République.

Pourquoi céder à la dictature d'une minorité de financiers privilégiés et de leur système corrompu et irrationnel, qui mène partout l'Europe à la catastrophe, qui a détruit la Grèce, qui étouffe un à un les peuples d'Italie, d'Espagne, du Portugal, et maintenant le notre ?

Même le FMI s'aperçoit que la priorité au remboursement de la dette n'est pas de bonne politique économique.

Et nous, au lieu d'ouvrir les yeux, d'écouter nos électeurs, on fait comme tous ceux des socialistes en Grèce, en Espagne au Portugal qui se sont suicidés en soumettant leur peuple à cette politique aberrante, contre-productive, pour plaire aux ordres des banques et de la troïka. Car tous ont été battus, tous ont été suivis de gouvernements de droite qui ont mené une politique encore plus dure, tous tentent de revenir au pouvoir en corrigeant, inversant cette politique suicidaire qui les a fait battre.

Au Portugal, Mario Soares dénonce la troïka qui conduit l'Europe à la catastrophe et prône une nouvelle « révolution pacifique » comme celle des oeilletons. En Espagne, les socialistes appellent à reconstruire le code du travail que la droite liquide, et à défendre le droit à l'avortement qu'elle interdit. Ici, nous faisons reculer le droit du travail, et l'effectivité de l'État de droit dans les entreprises, et nous avons même dix députés socialistes assez à droite pour remettre en cause dans sa totalité, le code du travail déjà tellement dérégulé.

Les 23 et 30 mars, les électeurs ont été très clairs. La gauche et ses espoirs, ses revendications, ses aspirations restent majoritaires largement, à la base dans ce pays : mais le parti socialiste a été sanctionné parce qu'il ne tient ni ses engagements concrets contre le chômage, ni même le sens général, la mission historique de la gauche. C'est la première fois à ce point qu'il n'y a aucune grande avancée sociale depuis 1936 quand la gauche arrive au pouvoir.

Le sursaut est nécessaire. Qu'on ne nous impose pas un remaniement sans discussion, sans changement de ligne politique. Démocratie ! Respect des électeurs ! Respect des socialistes : 40 % des membres du BN ont lancé un appel pour une autre politique à gauche ! Une centaine de députés envisagent de refuser la « confiance » à marche forcée, disent « non » à la continuation de ces choix suicidaires.

Halte ! Prise de conscience ! Alerte ! Le peuple et la raison l'exigent : ne bradons pas 35 milliards de nos allocations familiales au patronat. N'étranglons pas nos budgets nationaux, celui de l'État, celui des collectivités territoriales, celui de la protection sociale, de 50 milliards.

Prenons l'Europe libérale intégriste et totalitaire de la Commission à témoin : elle va dans le mur, nous n'irons pas avec ! Nous allons tout faire pour tourner la roue du désastre à l'envers.

Nous allons augmenter immédiatement les salaires, aller chercher les milliards non pas sur le dos du peuple, mais dans l'oligarchie richissime, dans les banques rapaces.

Une réforme fiscale ? Oui, si c'est en prenant davantage à ceux d'en haut (les super riches et les sociétés du CAC 40) et moins à ceux d'en bas (les ménages des salariés). Il faut davantage d'impôts directs et progressifs, moins de taxes indirectes et injustes.

Nous allons réguler la finance folle et non pas nous soumettre à ses règles. Nous allons réduire les durées du travail et créer de l'emploi, non par l'assèchement du travail mais par la récupération des dividendes, la redistribution des richesses entre tous. Nous allons faire la relance dont ils ne veulent pas, et nous en appelons aux peuples d'Europe pour qu'ils manifestent leur volonté de stopper les dégâts de la troïka et aller dans ce sens.

Nous voulons VIVRE, pas nous suicider !

Le Parti socialiste est un grand parti, le premier grand parti de gauche, c'est à lui de tracer la voie, d'exprimer ses électeurs et de dire au gouvernement que, dans la République, c'est la majorité du peuple qui dirige, pas les financiers voraces et fous.

Il faut un gouvernement de toute la gauche unie, EELV, PS, FDG.

Gérard Filoche, membre du BN du PS, D&S